

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2017

Volume XVIII

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

L'ALTERNATIVE POUR L'ALLEMAGNE, UNE EXTRÊME DROITE EN DEVENIR

PAR

HANS STARK (*)

Dans une Europe marquée par la montée des partis populistes et d'extrême droite, l'Allemagne a longtemps fait figure d'exception. Des partis d'extrême droite y ont certes existé, tels le Parti national allemand (NPD), toujours très actif, l'Union du peuple allemand (DVU) ou bien les Republikaner, mais aucun d'entre eux n'était en mesure de franchir le seuil des 5% aux législatives fédérales pour être représenté au Bundestag. Tout au plus parvenaient-ils, çà et là, à se faire élire dans les chambres régionales, et encore, seulement en ex-Allemagne de l'EST (ex-RDA), où ne vivent que 15% de la population allemande. Ne recueillant que rarement plus de 1% des votes aux scrutins fédéraux, aucune de ces formations ne jouait un quelconque rôle politique national.

Ce temps est dorénavant révolu. A son tour, malgré son très lourd passé et en dépit d'une situation économique globalement positive – en tout cas sur le plan du chômage –, l'Allemagne s'est « normalisée » et doit composer avec un parti populiste d'extrême droite, qui bouleverse l'arithmétique du paysage politique d'outre-Rhin. Fondée il y a trois ans seulement, l'Alternative pour l'Allemagne (*Alternative für Deutschland*, AFD) est, à la fin de l'année 2016, présente dans 10 des 16 chambres régionales, les Landtage. Elle s'apprête à entrer dans les chambres régionales de Sarre et de Rhénanie du Nord-Westphalie, qui se renouvelleront en 2017. Les Landtage, composés le plus souvent de six partis désormais, doivent alors recourir à des coalitions improbables à trois, sinon au modèle de la « grande coalition », pour faire émerger des gouvernements régionaux majoritaires. Ce scénario risque de se reproduire à l'échelle nationale lors des législatives de septembre 2017, les sondages créditant l'AFD depuis des mois de 12% à 15% des voix.

La montée en puissance de l'AFD soulève de nombreuses questions, d'autant qu'elle n'a cessé de se transformer en interne depuis sa création en avril 2013. On s'interroge essentiellement sur le fait de savoir s'il s'agit d'un parti d'extrême droite classique en devenir, présentant une menace

(*) Secrétaire général du Comité d'étude des relations franco-allemandes (CERFA) à l'Institut français de relations internationales et professeur de Civilisation allemande à l'université Paris-Sorbonne (France).

pour le système démocratique de la République fédérale, ou bien si elle se contentera de combler le vide politique laissé par Angela Merkel sur sa droite, la Chancelière ayant en effet remis en question de nombreuses positions conservatrices classiques de l'Union chrétienne démocrate (*Christlich Demokratische Union*, CDU). Ce dernier aspect explique d'ailleurs en partie les tensions actuelles entre la CDU et son homologue bavaroise, l'Union chrétienne-sociale (*Christlich-Soziale Union*, CSU), notamment sur la politique migratoire. De l'orientation définitive de l'AFD dépend aussi la question de savoir si elle aura une quelconque perspective d'arriver au pouvoir dans le cadre d'une coalition gouvernementale – fût-ce à moyen, voire à long terme. Les interrogations portent également sur sa capacité, à l'instar des partis d'extrême droite dans d'autres pays européens, notamment en France, de bouleverser le paysage politique national. Parviendra-t-elle à s'enraciner durablement dans la vie politique allemande ou s'agit-il d'un phénomène transitoire dû à la crise migratoire ? Enfin, jusqu'où iront la radicalisation de son discours politique – alors qu'en France on observe un effort de dédramatisation du côté du Front national) et son effort de banalisation du Troisième Reich ?

Pour tenter de répondre à ces questions, nous analyserons dans un premier temps l'évolution politique de l'AFD depuis sa création et son ancrage dans l'électorat allemand. On étudiera ensuite son programme et son orientation politique. En guise de conclusion, on s'interrogera sur l'impact de ce parti sur le paysage politique allemand à un an des élections législatives.

L'AFD, UN PARTI EN VOIE DE RADICALISATION

Trois ans après sa création, l'AFD est un élément incontournable de la vie politique allemande, même si sa présence dans les chambres régionales de dix *Länder* et, sans doute, en 2017 au Bundestag ne lui a pas encore permis de remplir une fonction autre que d'opposition. Une participation de ce mouvement à une coalition gouvernementale, même à l'échelle régionale, semble totalement exclue en raison de ses positions extrêmes, même si une partie de ses dirigeants, plutôt fidèle à une ligne « national-conservatrice », a auparavant fait carrière à la CDU – c'est le cas notamment d'Alexander Gauland. Il s'agit en effet d'un parti politique en pleine transformation, tant sur le plan des positions défendues que sur celui de son personnel dirigeant. Actuellement, on peut le considérer comme l'équivalent allemand du Front national (FN) en France, du Parti de la liberté d'Autriche (*Freiheitliche Partei Österreichs*, FPÖ) ou bien du Parti pour la liberté (*Partij voor de Vrijheid*, PVV) du Néerlandais Geert Wilders (1). Cependant, compte tenu de ses mutations internes, il est

(1) Marcel LEWANDOWSKY / Heiko GIEBLER / Aiko WAGNER, « Rechtspopulismus in Deutschland. Eine empirische Einordnung der Parteien zur Bundestagswahl 2013 unter besonderer Berücksichtigung der AFD », *Politische Vierteljahrszeitschrift*, n°2, 2016, pp. 247-275.

impossible de prédire avec certitude jusqu'où ira la radicalisation politique de l'AFD et quelle place elle occupera sur l'échiquier politique allemand dans les mois ou les années à venir.

L'évolution erratique de l'AFD depuis 2013

A la différence du Front national, né en 1972 et dirigé sans interruption depuis cette date par Jean-Marie, puis Marine Le Pen, l'AFD est un parti jeune, qui a connu son premier grand putsch interne deux années seulement après sa création et qui, depuis 2015, n'est pas dirigé par un(e) président(e), toujours contrairement au FN, mais par de simples « porte-parole », Frauke Petry et Jörg Meuthen, membres de son « présidium fédéral » (*Bundesvorstand*). Autant dire que la question de la direction du parti est loin d'être tranchée. Elle se pose d'ailleurs dès sa création, en avril 2013, par Bernd Lucke, son co-fondateur – et ancien « porte-parole » –, un professeur d'Economie qui avait pris l'initiative de créer l'Alternative pour l'Allemagne pour protester contre la politique allemande de soutien financier aux pays du sud de l'Union européenne (UE) dans le contexte de la crise de la zone euro, politique qualifiée à l'époque par la Chancelière de « *dépourvue d'alternative* » (*alternativlos*)... Il faut donc souligner que la politique de Merkel dans la zone euro, critiquée en Europe pour son manque de solidarité et sa dureté envers les pays du sud de l'UE, a valu à la Chancelière une vague de protestations sans précédent de la part de nombreux économistes, publicistes et hommes politiques, généralement situés à droite du spectre politique allemand, aux yeux desquels le gouvernement fédéral est allé beaucoup trop loin dans sa politique de soutien à la Grèce, au Portugal et à l'Italie. Hostile à la zone euro – dont elle demande le démantèlement – et partisane d'une politique très conservatrice au plan sociétal – ce qui a drainé vers elle un certain nombre d'élus chrétiens-démocrates, à l'instar d'Alexander Gauland, en désaccord avec l'orientation libérale d'Angela Merkel –, l'AFD réclame également de nouvelles formes de participation citoyenne et de démocratie directe – que la Loi fondamentale ne prévoit pas.

Même si l'AFD n'avait pas encore, au moment de sa création, choisi la lutte contre l'immigration et l'Islam comme thème de prédilection, son profil résolument souverainiste et ultraconservateur lui valut un score plus qu'honorable aux législatives de septembre 2013 : 4,7%. C'était certes trop peu pour entrer au Bundestag – le seuil y est de 5% –, mais dans l'histoire de la République fédérale tout à fait exceptionnel pour un parti qui vient d'être créé. Sa montée en puissance se poursuit aux élections européennes de 2014, où il obtient 7%, ce qui l'autorise à envoyer 7 députés au parlement de Strasbourg.

La naissance du mouvement de citoyens anti-musulman Pegida, à Dresde, en octobre 2014, change la donne et entraîne un glissement de l'AFD de la droite conservatrice vers l'extrême droite, puis la chute de Bernd Lucke à l'été 2015. Les liens étroits entre organisateurs et supporters de

Pegida d'un côté et cadres et électeurs de l'AFD de l'autre ont en effet eu pour conséquence une radicalisation des positions de l'AFD, qui a délaissé le thème du prix du sauvetage de la zone euro pour se focaliser sur l'opposition contre l'Islam et les réfugiés. Il est important dans ce contexte de souligner que Frauke Petry, co-fondatrice avec Bernd Lucke de l'AFD en 2013, est également présidente de l'AFD en Saxe, d'où est originaire le mouvement Pegida. Pour se maintenir à la tête de l'AFD saxonne, Petry devait obligatoirement endosser les positions beaucoup plus radicales qui s'exprimaient en son sein et donner satisfaction à ceux de ses partisans qui réclamaient le départ de Bernd Lucke, jugé trop modéré et surtout trop hostile à l'égard de Pegida (2). L'affrontement entre Petry et Lucke fut la conséquence logique de cette évolution interne, une lutte que Lucke a perdue. Ce dernier a donc quitté l'AFD en juillet 2015 lorsque Frauke Petry a été réélue à la tête du parti au congrès national d'Essen, réélection que Lucke a ressentie comme un affront et une preuve du soutien que les délégués de l'AFD apportent à la radicalisation du parti incarnée par Petry. Quittant l'AFD, Bernd Lucke a formé un nouveau parti, l'Alliance pour le progrès et le renouveau (Alfa), sans doute voué à terme à disparaître car ne jouant qu'un rôle extrêmement marginal.

Enfin, la scission de l'AFD s'est poursuivie au Parlement européen. Cinq des sept députés élus en 2014 se sont regroupés dans le parti Alfa sous les auspices de Bernd Lucke et sont restés membres du Groupe des conservateurs et réformistes européens. Les deux autres, Beatrix von Storch et Marcus Pretzell, sont restés membres de l'AFD et ont quitté le Groupe des conservateurs pour adhérer aux groupes « Europe de la liberté et de la démocratie directe » (ELDD) et « Europe des nations et des libertés » (ENL). Or le premier, choisi par B. von Storch, comprend notamment le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (*United Kingdom Independence Party*, UKIP) de Nigel Farage, tandis que le second, préféré par Marcus Pretzell – le compagnon de Frauke Petry –, réunit notamment le FN, le FPÖ autrichien, le PVV néerlandais de G. Wilders et le *Vlaams Belang* (Intérêt flamand) belge. Passant après le putsch de l'été 2015 d'un groupe politique conservateur à deux groupes composés de partis radicalement eurosceptiques, l'AFD optait pour un rapprochement avec des partis qui se situent à l'extrême droite de l'échiquier. Qualifier aujourd'hui le parti de Frauke Petry de parti « national-conservateur » reviendrait par conséquent à minimiser cette orientation. L'AFD se positionne très clairement à l'extrême droite.

(2) Nele WISSMANN, « L'Alternative pour l'Allemagne : le parti s'établira-t-il sur la droite de l'échiquier politique allemand ? », IFRI, *Note du Cerfa*, n°125, sept. 2015.

Vote de protestation ou vote de conviction ? Le choix de l'électorat AFD

Trois années après sa création, l'AFD est présente dans 10 des 16 *Länder* allemands. Surtout, dans toutes les élections qui ont eu lieu depuis 2013, elle a dépassé le seuil des 5%. Les résultats obtenus montrent de surcroît une nette progression, surtout depuis le départ de Bernd Lucke et la radicalisation du discours des nouveaux dirigeants. Après avoir obtenu respectivement 9,7%, 12,2% et 10,6% en 2014 aux élections de Saxe, Brandebourg et Thuringe, l'AFD a connu une phase de flottement relatif en 2015 – largement dû à ses luttes internes – et obtenu seulement 6,1% à Hambourg et 5,5% à Brême. En 2016, en pleine crise des réfugiés, l'AFD redécote et obtient des scores impressionnants aux cinq scrutins régionaux de cette année : 15,1% au Bade-Wurtemberg, 12,6% en Rhénanie-Palatinat, 24,3% en Saxe-Anhalt, 20,8% au Mecklembourg-Poméranie antérieure et 14,2% à Berlin. En Saxe-Anhalt, l'AFD est même arrivée en deuxième position, loin devant le SPD (10,6%) et au Mecklembourg, où l'AFD a également terminé deuxième, c'est la CDU (19,0%) qui a été distancée. Dans ces deux *Länder*, avec des scores supérieurs à 20%, l'AFD se trouve donc en position de force, presque comme un parti non de protestation, mais de rassemblement.

La question qui se pose est donc de savoir si l'AFD s'enracinera durablement dans le paysage politique allemand. Or les recherches qui ont été menées sur l'électorat allemand montrent que si un électeur sur deux se dit fidèle à un parti politique, 10% des personnes interrogées se déclarent en faveur de l'AFD. En d'autres termes, si les sondages estiment, de façon constante depuis un an, que 15% des électeurs voteront pour l'AFD aux législatives de 2017, un tiers d'entre eux, soit 5% des Allemands, voteront pour l'AFD quelles que soient les circonstances. Or, pour un parti qui vient d'être créé, ce socle d'électeurs fidèles est considérable. Il est comparable à celui des Verts – nés au début des années 1970 – et laisse présumer que l'AFD sera présente au Bundestag durablement (3). De plus, la moitié des électeurs de l'AFD n'a pas voté auparavant pour les partis « établis » de la République fédérale (CDU/CSU, SPD, Verts, Libéraux, Die Linke). Un électeur sur deux de l'AFD avait donc ou bien voté pour un autre parti d'extrême droite ou s'était abstenu. En d'autres termes, l'AFD parvient à fédérer des voix qui se portaient sur d'autres groupes et formations d'extrême droite ou à drainer vers elle le vote de personnes qui ne se sentent pas représentées par les partis traditionnels.

Le vote en faveur de l'AFD ne provient pas exclusivement d'électeurs abstentionnistes ou d'extrême droite. Une voix sur deux en faveur de l'AFD provient d'électeurs qui avaient bel et bien voté auparavant pour un parti

(3) Tobias SCHWARZBÖZL, Matthias FATKE, « Ausser Protesten nichts gewesen? Das politische Potential des AFD », *Politische Vierteljahrszeitschrift*, n° 2, 2016, p. 276-299.

traditionnel (4). Or ce ne sont pas en majorité des électeurs chrétiens-démocrates qui délaissent la CDU d'Angela Merkel pour se rapprocher de l'AFD, mais des électeurs de *Die Linke*. On assiste donc à une migration d'électeurs de l'extrême-gauche à l'extrême droite de l'échiquier politique, phénomène qu'on observe en France et dans d'autres pays européens. *Die Linke*, issue de l'ancien parti communiste de l'ex-RDA et rejoint par des représentants de l'aile gauche du Parti social-démocrate d'Allemagne (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, SPD), ne parvient donc plus à rassembler les déçus du système politique allemand et perd des voix au profit de l'extrême droite. Les caractéristiques socio-culturelles des électeurs AFD laissent aussi présager un enracinement structurel de ce parti en Allemagne. Certaines caractéristiques sont d'abord typiques du vote en faveur d'un parti populiste, puisque les électeurs AFD sont majoritairement peu qualifiés, peu diplômés, blancs et masculins – des caractéristiques qu'on observe aussi en France chez les électeurs du FN et aux Etats-Unis chez les partisans de Donald Trump. Il s'agit donc des couches de la population qui se considèrent comme socialement déclassées et défavorisées et qui sont tentées par le vote d'extrême droite. A cela s'ajoute que le vote en faveur de l'AFD témoigne d'une double fracture, à la fois générationnelle et régionale. Presque la moitié des électeurs AFD ont moins de 30 ans, les deux tiers ayant moins de 45 ans. Il s'agit donc d'électeurs qui représentent la population active et sont appelés à voter pendant de longues années. Enfin, le vote AFD est particulièrement fort en ex-RDA (5), comme en témoignent les scores obtenus en Saxe-Anhalt et au Mecklembourg-Poméranie antérieure.

LA TENTATION DE L'IDÉOLOGIE D'EXTRÊME DROITE

L'AFD est-elle d'extrême droite ? Une fois encore, si on prend comme référence l'origine des électeurs, on constate qu'à peine 20% des électeurs de l'AFD avaient voté auparavant pour un parti d'extrême droite et que la moitié des électeurs de l'AFD provient des partis classiques. L'AFD trouve donc ses voix majoritairement parmi des électeurs qu'on ne saurait classer à l'extrême droite de l'échiquier. Sous cet angle, l'AFD serait un parti comme un autre, même si on ne peut nier son penchant pour des positions qu'on pourrait qualifier de « national-conservatrices ».

Les valeurs et les idéaux des électeurs et du programme de l'AFD

Compte tenu du profil encore peu précis de l'électeur AFD, l'institut de sondage Infratest-Dimap a jugé nécessaire de mener une série d'enquêtes sur les valeurs et idéaux de ces électeurs. Les résultats ne

(4) « Das Alte ist ziemlich stabil. Nicht nur die AFD kann mobilisieren – Analyse der Wahl in Mecklemburg-Vorpommern », *Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ)*, 6 septembre 2016, p. 10.

(5) Martin KROH / Karolina FETZ, « Das Profil der AFD-AnhängerInnen hat sich seit der Gründung der Partei deutlich verändert », *DIW Wochenbericht*, n°34, 2016.

sont guère encourageants (6). 53% des électeurs AFD estiment qu'il faut renvoyer les immigrés et réfugiés dans leur pays d'origine. 37% ont une vision social-darwiniste du monde qui s'inspire de l'idéologie nazie. 25% d'entre eux considèrent que « les Juifs ont trop d'influence ». Ils sont 90% à se méfier des étrangers et à considérer comme incompatibles l'Islam et l'ordre constitutionnel allemand. De même, 90% des électeurs de l'AFD se disent insatisfaits du système politique démocratique en Allemagne. Enfin, 30% d'entre eux déclarent que le national-socialisme n'a pas eu que des aspects négatifs. Bref, plus d'un tiers des électeurs de l'AFD se prononce pour l'instauration d'une dictature d'extrême droite, minimise les crimes nazis et défend des thèses antisémites, xénophobes, chauvinistes et social-darwinistes (7).

La radicalisation des électeurs de l'AFD se reflète également dans le programme que ce parti a adopté le 30 avril 2016 (8). Ce texte ne fait certes pas référence au nazisme, mais les exigences qu'il formule, si elles étaient mises en œuvre, bouleverseraient le système de la République fédérale qui cesserait alors être une démocratie parlementaire. Le programme de l'AFD est en effet, à bien des égards, contraire à l'esprit et aux principes de base de la Loi fondamentale.

Dans son introduction, le programme de l'AFD précise notamment (9) (p. 3) : « *Depuis les traités de Schengen (1985), Maastricht (1993) et Lisbonne (2008), la souveraineté intangible du peuple, qui est le fondement de notre Etat, n'est plus qu'une fiction. Le vrai souverain est un groupe très puissant de quelques dirigeants politiques issu des principaux partis européens. [...] Une classe politique de politiciens professionnels a vu le jour, dont l'intérêt se concentre essentiellement sur son pouvoir, son statut et son bien-être matériel. Il s'agit d'un cartel politique qui réunit entre ses mains toutes les clefs du pouvoir, s'il ne les a pas déléguées à l'Union européenne. Seul le peuple de l'Etat allemand peut mettre un terme à cette situation illégitime* ». Deux messages sont délivrés par ces quelques lignes : d'abord, l'intégration européenne est par principe incompatible avec le principe de la souveraineté populaire, d'où les prises de position de l'AFD en faveur d'un « Dexit » - une sortie de l'Allemagne de l'UE. Ensuite, selon l'AFD, les

(6) « AFD rückt nach rechts, CDU nach links. Die Positionierung der politischen Parteien im Links-Rechts-Kontinuum », Infratest Dimap, déc. 2015, disponible sur le site Internet www.infratest-dimap.de/uploads/media/LinksRechts_Nov2015_01.pdf.

(7) Daniel DECKERS, « Ein Etikett für die AFD. Die schwierige Verortung einer weltanschaulich schillernden Partei », *FAZ*, 12 sept. 2016, p. 8.

(8) Cf. le site Internet www.alternativefuer.de/wp-content/uploads/sites/7/2016/03/Leitantrag-Grundsatzprogramm-AFD.pdf.

(9) « *Spätestens seit den Verträgen von Schengen (1985), Maastricht (1993) und Lissabon (2008) hat sich die unantastbare Volkssouveränität unseres Staates als Fiktion herausgestellt. Heimlicher Souverän ist eine kleine machtvolle Führungsgruppe innerhalb der Parteien. [...] Es hat sich eine politische Klasse von Berufspolitikern herausgebildet, deren vordringliches Interesse ihrer Macht, ihrem Status und ihrem materiellen Wohlergehen gilt. Es handelt sich um ein politisches Kartell, dass die Schalthebel der staatlichen Macht, soweit diese nicht an die EU übertragen worden ist, ... in Händen hat. Nur das Staatsvolk Deutschland kann diesen illegitimen Zustand beenden* ». La traduction a été réalisée par l'auteur.

dirigeants politiques allemands sont tous corrompus et agissent contre la volonté du peuple. D'où les attaques récurrentes des adhérents de l'AFD et de Pegida contre la presse allemande, accusée de « *mentir au peuple* » (*Lügenpresse*), ainsi que contre l'*establishment* politique dans son ensemble, « *traître au peuple* » (*Volksverräter*). Il s'agit là d'un argument classique des formations populistes de droite et des partis d'extrême droite, qu'on retrouve aussi bien chez Jean-Marie Le Pen lorsqu'il dénonce « *la bande des Quatre* », que chez Donald Trump lorsqu'il accuse Hillary Clinton de corruption (*crooked Hillary*) tout en dénonçant les traités de coopération multilatérale (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, Association de libre-échange nord-américaine), dont les Etats-Unis sont partie prenante. Toutefois, l'usage par les partisans de l'AFD du terme *Volksverrat* va plus loin encore, puisqu'il évoque et réhabilite sans détour l'un des principaux chefs d'accusation de la sinistre « Cour de justice populaire » (*Volksgesichtshof*) du Troisième *Reich*, dont les juges ont condamné à mort des dizaines de milliers de citoyens accusés de *Volksverrat* – terme qui désigne le crime par excellence dans la pensée juridique national-socialiste (10).

Les responsables de l'AFD soulignent dans leur programme que l'Allemagne est dirigée par une « *caste politique* ». S'ils estiment que « *seul le peuple de l'Etat allemand peut mettre un terme à cette situation illégitime* », c'est pour exiger l'introduction dans la constitution allemande du vote référendaire. Or si, après la guerre, les auteurs de la Loi fondamentale ont jugé nécessaire d'éviter tout élément plébiscitaire dans la constitution allemande de 1949, c'est pour tirer les leçons de l'échec de la République de Weimar et de la dictature nazie (11). L'esprit, les principes et le contenu de la Loi fondamentale sont en effet profondément marqués par l'échec de Weimar. La constitution allemande stipule certes dans son article 20 que « *tout pouvoir d'Etat émane du peuple* », ce qui semble mettre sur un même pied démocratie représentative et démocratie directe. Cependant, dans les faits, seule la démocratie représentative a été institutionnalisée par la Constitution allemande. Les opposants au référendum ne mettent d'ailleurs pas seulement en avant l'expérience néfaste de Weimar, mais craignent aussi, à juste titre, que les risques de dérive plébiscitaire et la difficulté pratique d'organiser de telles consultations dans un Etat de 80 millions d'habitants ne bouleversent l'équilibre constitutionnel mis en place par la Loi fondamentale (12).

(10) Ingo MÜLLER, *Furchtbare Juristen. Die unbewältigte Vergangenheit unserer Justiz*, Kindler, Munich, 1987, 318 p.

(11) Toutefois, le référendum n'est exclu qu'au niveau national. Les *Länder* allemands peuvent y recourir pour organiser leur système communal dès lors qu'il s'agit d'une question qui relève de leur compétence exclusive.

(12) Cf. Xavier VOLMERANGE, « Les acteurs de la démocratie locale », in Claire DEMESMAY / Hans STARK (dir.), *Qui dirige l'Allemagne ?*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve-d'Ascq, 2005, pp. 123-138.

C'est précisément cet équilibre que l'AFD veut abolir – et avec lui les fondamentaux constitutionnels de la République fédérale. Elle réclame ainsi (aux pages 3 et 4 du programme du 30 avril 2016) : « *L'AFD est en faveur de l'introduction en Allemagne du référendum selon le modèle suisse. Le peuple doit avoir le droit de s'exprimer par référendum y compris sur des lois adoptées par le Parlement. [...] Aucun traité relevant du droit international ne doit être conclu sans l'approbation du peuple [...] Pour nous, l'introduction du référendum selon le modèle suisse n'est pas négociable en cas de formation d'une coalition gouvernementale impliquant l'AFD* » (13). Ces exigences ne remettent pas seulement en question l'ordre politique de la République fédérale. Force est de constater qu'elles visent non seulement à limiter le pouvoir législatif en le privant de ses droits souverains, mais aussi à restreindre fortement le champ d'action des partis politiques. La mise en œuvre d'un tel programme remettrait en question la capacité fonctionnelle et donc l'existence même de la démocratie parlementaire (14). Pour l'Allemagne, cela équivaldrait à un retour partiel à l'ordre constitutionnel antérieur à novembre 1918.

Aux yeux des ténors de l'AFD, le référendum n'est d'ailleurs pas seulement une arme pour bouleverser l'ordre constitutionnel et politique de la République fédérale. Il s'agit surtout d'imposer une politique différente aux plans national et international. Frauke Petry réclame ainsi un référendum pour abroger la législation sur l'avortement, l'objectif étant que « *chaque famille allemande* » – donc sans origine migratoire – ait au moins trois enfants (15) – une revendication qui rappelle évidemment et réhabilite, sans le dire explicitement, la politique familiale du Troisième Reich. En Saxe, l'AFD – dirigée par Frauke Petry – a également revendiqué des référendums préalables à l'autorisation de construire des mosquées (16). Enfin, depuis le Brexit – qui a provoqué l'enthousiasme des dirigeants de l'AFD (17) –, Alice Weidel, membre du présidium de l'AFD, et Björn Höcke, le très influent chef de l'AFD de Thuringe, réclament l'organisation d'un référendum en Allemagne sur la sortie de l'Union européenne (18).

(13) « *Die AFD setzt sich dafür ein, Volksentscheide in Anlehnung an das Schweizer Vorbild auch in Deutschland einzuführen. Wir wollen dem Volk das Recht geben, über vom Parlament beschlossene Gesetze abzustimmen [...] Ohne Zustimmung des Volkes darf das Grundgesetz nicht geändert und kein bedeutsamer völkerrechtlicher Vertrag geschlossen werden [...] Die Einführung von Volksabstimmungen nach Schweizer Modell ist für die AFD deshalb nicht verhandelbarer Inhalt jeglicher Koalitionsvereinbarungen* ». Traduction par l'auteur.

(14) Gideon BOTSCH, « Populismus plus Programm : das Dilemma der AFD », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, n°6, 2016, pp. 9-12.

(15) « AFD will Volksabstimmung über Abtreibungsgesetze », *Die Welt Online*, 21 août 2016.

(16) « AFD Sachsen steuert ins Braune. Gegen Moscheen, für Deutsch-Quote », *TAZ Online*, 4 mars 2014.

(17) Dietmar NEUERER, « AFD feiert Brexit mit Tränen », *Handelsblatt Online*, 24 juin 2016.

(18) « Nach dem Brexit. So will die AFD jetzt Europa verändern », *Welt Online*, 28 juin 2016.

Une rhétorique de plus en plus extrémiste

Alors qu'il semble circonscrit, voire combattu au sein du FN depuis le départ de J.-M. Le Pen de sa présidence (19), le recours au dérapage verbal contrôlé et à la transgression rhétorique récurrente sont devenus les instruments de prédilection des dirigeants est-allemands de l'AFD. Leur usage vise à fédérer tous les courants politiques et associatifs de la nébuleuse d'extrême droite en Allemagne. Björn Höcke ne cesse de qualifier, lors de ses apparitions en public, la chancelière Merkel de « *dictatrice* » (*Kanzler-Diktatorin*), ce qui renvoie implicitement à la « *caste politique privant les Allemands de leur souveraineté* » que dénonce le programme de l'AFD. Il n'est donc pas étonnant que la Chancelière et ses ministres aient été reçus à Dresde (fief de Pegida) par une foule en colère scandant le terme « *Volksverräter* » lorsqu'ils ont voulu se rendre à la *Frauenkirche* pour célébrer le 25^e anniversaire de l'unité allemande.

Alexander Gauland, membre du présidium de l'AFD et chef de l'AFD du Brandebourg, a profité de l'« Euro 2016 » en France pour regretter publiquement les origines migratoires et la couleur de peau d'une partie des joueurs de la *Mannschaft*, proclamant publiquement sa préférence pour l'équipe d'Allemagne des années 1950 et 1960, entièrement blanche. Jean-Marie Le Pen avait d'ailleurs eu ce même genre de propos au sujet des Bleus il y a vingt ans. Gauland a surtout précisé sa pensée en déclarant qu'il n'aimerait pas avoir dans son voisinage quelqu'un comme Jérôme Boateng (joueur de Munich dont le père est Ghanéen), que les Allemands considéreraient d'ailleurs comme un « *élément étranger* » (20). Le message délivré par Gauland est sans équivoque. Les personnes de couleur de nationalité allemande, nées et vivant en Allemagne, ne font pas partie de la « *Volksgemeinschaft* », donc de « *la communauté du peuple allemand* » au sens ethnique du terme. Être blanc est donc, pour Gauland, une condition préalable pour être accepté comme étant « réellement » Allemand.

Le même Gauland, qui avait eu la franchise de qualifier l'arrivée d'un million de réfugiés et de migrants de « *cadeau* » pour son parti, a jugé que la politique migratoire d'Angela Merkel n'était rien d'autre qu'un « *déluge à caractère humain* » et a souligné que la Chancelière voulait « *procéder au remplacement progressif du peuple allemand par des gens venus d'ailleurs* » (21) – en suivant cette logique, les Allemands ont non seulement perdu leur souveraineté, mais risquent de disparaître en tant que peuple. Loin de contribuer à calmer la « *colère populaire* » contre les immigrés, ce type de propos n'est pas seulement ouvertement raciste, mais constitue une invitation à peine voilée à des mesures d'« *auto-défense* » – pour ne

(19) Cf. la contribution, dans le cadre d'un dossier consacré au Front national, de Cécile ALDUY, « Nouveau discours, nouveau succès », *Pouvoirs*, n° 157, 2016, pp. 17-29.

(20) « Nicht als Nachbarn. Gauland beleidigt Boateng », *FAZ Online*, 30 mai 2016.

(21) Frederike HAUPT, « Fremd im eigenen Land », *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung (FAS) Online*, 5 juin 2016.

pas disparaître – et donc à l'usage de la violence contre les populations immigrées. Cette violence se traduit d'ailleurs dans les statistiques de la police criminelle fédérale (*Bundeskriminalamt*), selon lesquelles on a décompté en Allemagne un millier d'attaques contre des foyers d'asile en 2015 et presque 800 durant les neuf premiers mois de l'année 2016 (soit une progression de 500% par rapport à 2014) (22).

La surenchère verbale est donc un phénomène largement répandu au sein des instances dirigeantes de l'AFD. Ainsi, Frauke Petry estime que la « *formulation de déclarations provocatrices est une nécessité pour se faire entendre par les médias* » (23). Et elle s'en sert abondamment, sans doute aussi pour s'affirmer au sein de l'AFD, où son *leadership* reste contesté et menacé. En janvier 2016, elle a fait la une de la presse allemande en réclamant que soit accordé aux douaniers le droit d'ouvrir le feu sur les migrants qui veulent passer la frontière de façon illégale (24) – revendication également formulée par l'une des deux députés européens de l'AFD, Beatrix von Storch. En juin 2016, Petry a estimé que le « *caractère anticonstitutionnel de l'Islam est un fait avéré* ». Ce n'est donc pas, aux yeux de Frauke Petry, la mouvance salafiste ou sa déviance islamiste qui sont à considérer comme étant contraire à l'ordre constitutionnel, mais l'Islam dans son intégralité. En d'autres termes, les quelque 4,5 millions de musulmans qui vivent en Allemagne font allégeance à une religion considérée comme contraire à l'ordre constitutionnel. Autant dire qu'ils s'excluent d'eux-mêmes de la « *communauté du peuple allemand* » (*Volksgemeinschaft*). Avec ces propos, Petry va même largement au-delà de la « *ligne rouge* » fixée en avril 2016 par les auteurs du programme de l'AFD. Ce dernier précise certes (p. 34) que « *l'Islam ne fait pas partie de l'Allemagne* », mais focalise sa critique sur « *l'utilisation de la charia et une forme orthodoxe de l'Islam qui ne respecte pas l'état de droit en Allemagne* » – tout en épargnant explicitement « *les Musulmans qui se sont intégrés et qui souhaitent vivre pacifiquement en Allemagne* » (25). Ce relatif effort de discernement est absent des propos de Frauke Petry.

Enfin, cette dernière vient de franchir une étape supplémentaire sur la voie de la radicalisation en plaidant, dans un entretien de septembre 2016, pour qu'on donne enfin une connotation positive au terme *völkisch*, au prétexte que cet adjectif dérive du mot *Volk* (peuple) (26). Or le terme *völkisch*, difficilement traduisible en français, est évidemment tout sauf anodin. Il représente un courant intellectuel et politique né dans les années 1890, qui traverse toute la période du règne de Guillaume II, puis celle de la République de Weimar, et connaît une sinistre apothéose sous le Troisième

(22) « BKA zählt fast 800 Angriffe auf Flüchtlingsunterkünfte », *Zeit Online*, 19 oct. 2016.

(23) « Petry instrumentalisiert Özils Mekka-Reise für Islamkritik », *Spiegel Online*, 4 juin 2016.

(24) « Notfalls auch von der Schusswaffe Gebrauch machen », *Spiegel Online*, 30 janv. 2016.

(25) Cf. le programme de l'AFD, p. 34, disponible à l'adresse www.alternativefuer.de/wp-content/uploads/sites/7/2016/03/Leitantrag-Grundsatzprogramm-AFD.pdf.

(26) « AFD-Chefin Petry will den Begriff 'völkisch' positiv besetzen », *Welt Online*, 11 sept. 2016.

Reich avec le Parti national socialiste des travailleurs allemands (NSDAP) s'auto-érigeant en force d'action principale de ce courant de pensée. Fortement imprégnée par le darwinisme social, le courant *völkisch* s'inscrit dans une logique ostensiblement raciste et foncièrement antisémite. Le plaidoyer de Frauke Petry en faveur de la réintroduction du terme *völkisch* dans un langage public politiquement correct traduit une nouvelle tentative de banalisation du nazisme et envoie un signal à tous les mouvements, associations et groupuscules néo-nazis d'Allemagne pour leur signifier que l'AFD est ouverte à leurs idées et prête à les défendre.

La dimension est-allemande du phénomène AFD

Les dérapages verbaux du trio Gauland, Höcke et Petry, respectivement chefs de l'AFD de Brandebourg, Thuringe et Saxe, sont d'ailleurs aussi la conséquence de la prédominance de responsables politiques est-allemands dans les sphères dirigeantes de l'AFD, tout comme le mouvement Pegida est avant tout un phénomène concentré sur la Saxe. Pourtant, alors que la moyenne du nombre d'immigrés en Allemagne est de 9,3%, les moyennes d'immigrés sont trois à quatre fois plus faibles en Allemagne de l'Est (2,9% en Saxe, 2,6% au Brandebourg, au Mecklembourg-Poméranie antérieure, ainsi qu'en Saxe-Anhalt et 2,5% en Thuringe) (27) – moyennes très en dessous aussi de celle de l'UE. L'arrivée massive de migrants et réfugiés en 2015 n'a rien changé à cette donne. Visiblement, les Allemands de l'Est, qui ne comptent que peu d'immigrés et réfugiés parmi eux, n'en veulent pas – ce qui les rapproche de leurs voisins centre-européens.

Depuis l'unification en 1990, les « nouveaux *Länder* » ont attiré l'attention des médias et des pouvoirs publics en raison des succès récurrents des partis d'extrême droite aux élections régionales (en particulier en Saxe), du nombre élevé de sympathisants d'extrême droite qui s'y manifestent, d'une scène politique et associative néo-nazie très active et du grand nombre d'actes criminels qui y sont commis contre des immigrés et des personnes de couleur (28). D'après le dernier rapport du gouvernement sur l'unité allemande (2016), on dénombre pour 2015 quelque 22 960 actes criminels (enregistrés !) perpétrés par des activistes de l'extrême droite, en particulier en Allemagne de l'Est, où le nombre de crimes à connotation raciste est proportionnellement beaucoup plus élevé qu'à l'Ouest. Le gouvernement fédéral juge une telle aggravation « *inquiétante* » (29). Pour Iris Gleicke, chargée du gouvernement pour l'Allemagne de l'Est (*Ostbeauftragte*) et responsable du rapport annuel du gouvernement fédéral sur l'état de l'unité, la dérive d'extrême droite qu'on observe en Allemagne

(27) Migrationsbericht der deutschen Bundesregierung 2014, p. 238.

(28) V. Cf. Richard Stöss / Oskar Niedermayer, « Rechtsextreme Einstellungen in Berlin und Brandenburg 2000-2008 sowie in Gesamtdeutschland 2005-2008 », Freie Universität Berlin, 2008.

(29) Cf. *Jahresbericht der Bundesregierung zum Stand der deutschen Einheit 2016*, pp. 69-71, disponible sur le site Internet www.beauftragte-neue-laender.de/BNL/Redaktion/DE/Downloads/Publikationen/Berichte/jahresbericht_de_2016.pdf.

constitue une réelle menace pour le développement économique et la paix sociale dans les nouveaux *Länder* (30).

Un parti de rassemblement des courants d'extrême droite

Jusque récemment, l'extrême droite en Allemagne n'avait lancé un défi qu'au plan de l'ordre public, peu au plan politique, du fait de l'émiettement et du faible degré d'organisation de ses mouvements. Ce temps est révolu. En s'ouvrant à tous les courants de la « Nouvelle Droite », des milieux ultra-conservateurs aux groupuscules néo-nazis, l'AFD parvient à ratisser dorénavant très large dans les milieux de l'extrême droite en Allemagne. L'afflux d'électeurs mais aussi de cadres politiques néo-nazis, dont l'AFD a profité depuis le départ de son co-fondateur Bernd Lucke en 2015, se reflète dans la composition des groupes parlementaires que ce parti envoie désormais dans les Landtage. Dans chacune des chambres régionales investies par l'AFD se trouvent aujourd'hui des représentants d'une extrême droite dure. Dans le Landtag du Bade-Wurtemberg, le groupe parlementaire de l'AFD a toléré en son sein pendant quatre mois la présence du député Wolfgang Gedeon, auteur de publications antisémites. C'est contre l'avis de Frauke Petry, qui s'est solidarisée avec Gedeon, que le chef de l'AFD du Bade-Wurtemberg, Jörg Meuthen, a obtenu son exclusion du groupe parlementaire – moyennant une scission interne du parti qui a duré trois mois (31).

Le groupe parlementaire de l'AFD du Mecklembourg-Poméranie antérieure est composé pour moitié (32) de députés qui adhèrent au mouvement *völkisch*, et sont proches ou de la « *Identitäre Bewegung* » (Mouvement identitaire), ou du courant des *Reichsbürger* (Citoyens du *Reich*), qui ne reconnaissent pas la République fédérale (ni sa justice, ni son autorité politique) et luttent pour le rétablissement du *Reich* – lequel, d'après eux, n'a jamais cessé d'exister – dans ses frontières de 1937, voire de 1914 – deux tendances différentes ont vu le jour sur ce dernier aspect... (33). De même, en Sarre – dont les élections sont prévues en 2017 –, le chef de l'AFD Harald Müller est propriétaire d'un magasin d'antiquités spécialisé dans la vente d'emblèmes nazis – interdits en Allemagne. A Berlin, l'un des membres du groupe parlementaire de l'AFD, Kay Nerstheimer, est connu pour diffuser depuis des années sur Facebook des textes racistes, révisionnistes, voire négationnistes (34). Est également

(30) Iris Gleicke estime notamment que, dans une ville comme Dresde – entièrement restaurée aux frais du contribuable ouest-allemand –, le mouvement Pegida et les actions menées par l'AFD et le NPD font fuir les touristes et les investisseurs. Cf. « Rechtsextremismus im Osten ist eine ernsthafte Bedrohung », *Welt Online*, 15 oct. 2016.

(31) Suivant la ligne de Frauke Petry, la moitié des députés AFD du Bade-Wurtemberg a refusé de se prononcer en faveur de l'exclusion de Wolfgang Gedeon. Cf. « AFD spaltet sich nach Antisemitismus-Streit », *FAZ Online*, 5 juil. 2016.

(32) « Streitende Flügel beim Neuling im Landtag. Die AFD-Fraktion in Schwerin », *FAZ*, 9 sept. 2016, p. 4.

(33) Sur ces courants, cf. Fabian VIRCHOW / Martin LANGEBACH / Alexander HÄUSLER, *Handbuch Rechtsextremismus*, VS-Verlag, Wiesbaden, 2017.

(34) « AFD Berlin : Nerstheimer nennt Flüchtlinge 'Gewürm' », *Welt Online*, 20 sept. 2016.

présent au Sénat de Berlin Ronald Gläser, porte-parole de l'AFD berlinois et rédacteur au journal *Junge Freiheit*, hebdomaire considéré comme l'organe officiel de la *Neue Rechte* en Allemagne (Nouvelle Droite).

ALLEMAGNE : QUO VADIS ?

L'émergence et l'ancrage régional de l'AFD bouleversent la vie politique de la République fédérale. Cette dernière n'est certes pas la République de Weimar et la situation économique d'aujourd'hui n'a rien à voir avec celle de la période 1929-1932. Pourtant, le fait que l'AFD, trois années après sa création, soit parvenue à séduire 15% de l'électorat allemand constitue une donnée à prendre d'autant plus au sérieux que ce parti s'ouvre aux courants et aux sympathisants néo-nazis. Dans ces conditions et compte tenu à la fois du programme du parti et des interprétations qu'en font ses dirigeants, il n'est pas exagéré de classer l'AFD à l'extrême droite du spectre politique. Les raisons qui expliquent cette évolution sont nombreuses et méritent une analyse approfondie. Sans doute le rejet du système politique ouest-allemand par une partie importante des citoyens de l'ex-RDA et l'amertume provoquée par la façon avec laquelle les responsables ouest-allemands ont réalisé l'unification (35) ont-ils laissé des traces qui ont préparé le terrain à des mouvements et partis rejetant l'ordre politique allemand. De même, notamment dans les nouveaux *Länder*, les réformes Hartz-IV du gouvernement Schröder ont-elles fait naître une nouvelle classe d'exclus qui se détournent des partis politiques, dont ils se sentent exclus (36). La politique d'austérité provoque le développement de partis extrémistes, pas seulement chez les voisins européens, mais aussi en Allemagne. L'ouverture des frontières en septembre 2015 et l'arrivée de plus de 900 000 migrants et réfugiés en un an ont fortement amplifié le mouvement et poussé dans les bras de l'extrême droite des électeurs qui jusque-là résistaient aux sirènes populistes. Enfin, le contexte européen, voire international, est propice à l'émergence de « leaders » et de partis « anti-système ». Ce n'est pas un hasard si l'AFD prend son envol en 2016, année qui a vu le Brexit et la victoire électorale de Donald Trump.

La montée de l'AFD ne rendra pas l'Allemagne ingouvernable, certes. D'ailleurs, sa radicalisation – qui s'explique aussi par des luttes internes pour le pouvoir à la veille des législatives – rend impossible toute formation de coalition incluant ce parti. La « Grande Coalition » a donc encore de beaux jours devant elle et pourrait être complétée, en cas de besoin, par les Verts, qui sont en mesure de gouverner aussi bien avec la CDU qu'avec le SPD, voire avec les deux à la fois. En revanche, plus la « Grande Coalition »

(35) Sur cette problématique, cf. Thomas ABBE, « Du problème de l'unité intérieure dans l'Allemagne unifiée », in Hans STARK / Michèle WEINACHTER (dir.), *L'Allemagne unifiée 20 ans après la chute du Mur*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve-d'Ascq, 2009, pp. 71-89.

(36) Sur cette problématique, cf. Alain LATTARD, « La cohésion sociale en péril », in Hans STARK / Michèle WEINACHTER (dir.), *L'Allemagne unifiée 20 ans après la chute du Mur*, op. cit., pp. 91-107.

s'installe dans la durée, plus elle renforce l'AFD, comme c'est le cas en Autriche, où le FPÖ est devenu un acteur incontournable de la vie politique. Dans les régions qui échappent mathématiquement à la nécessité de former une grande coalition, des coalitions *ad hoc* seront la règle. Or une coalition formée de trois partis est difficile à mettre en place et demeure fragile en raison des divergences internes. Une instabilité gouvernementale chronique pourrait en résulter, tant à l'échelle régionale qu'au niveau national, et ne pourra que profiter à l'extrême droite et fournir des arguments à ceux qui critiquent « *le système ou la caste politique qui privent le peuple du pouvoir* ». Le temps joue donc en faveur de l'AFD, qui en profitera pour faire tomber tabou sur tabou et pour procéder à la réhabilitation progressive du Troisième *Reich*, de son idéologie, de ses actes et de ses acteurs. Si elle y parvenait, l'Allemagne ne serait plus celle que nous avons connue.